



SERGIO AQUINO

« Islamo-gauchisme » : histoire tortueuse d'une expression devenue une invective

Par Valentine Faure

Publié le 11 décembre 2020 à 10h17 - Mis à jour le 14 décembre 2020 à 16h55

Réservé à nos abonnés

Favoris



Partage



ENQUÊTE | Apparu dans les années 2000, le terme, qui évoquait une convergence entre islamistes et extrême gauche, symbolise aujourd'hui une ligne de fracture politique sur les causes du djihadisme. Il trouve ses racines dans le débat sur la défense des travailleurs immigrés prônée par la gauche à partir de Mai 68.

La page Wikipédia est bardée de messages d'alerte : « *Cet article présente des problèmes graves.* » « *Cet article semble faire la promotion d'une idée ou d'une idéologie.* » « *Cet article adopte un point de vue régional ou culturel particulier.* » Ils en disent au moins autant sur le concept que les maigres informations qui les suivent : quand il est question « d'islamo-gauchisme », la suspicion est de mise.

C'est le sociologue Pierre-André Taguieff qui, le premier, aurait utilisé le terme en 2002, dans *La Nouvelle Judéophobie* (Mille et une nuits, 2002). Celui-ci a alors, selon l'auteur, une valeur descriptive, et désigne une convergence entre intégristes musulmans et groupes d'extrême gauche, à la faveur d'ennemis communs. « *Que, mise à toutes les sauces, l'expression ait eu par la suite la fortune que l'on sait, je n'en suis pas responsable* », écrivait-il dans Libération le 26 octobre. Car le mot, devenu une invective, a continué son chemin dans le débat public jusqu'à arriver dans la bouche d'un ministre, Jean-Michel Blanquer, qui lui a donné une résonance inédite. Le 22 octobre, sur Europe 1, une semaine après la mort de Samuel Paty, il s'en prenait à « *une idéologie qui, ensuite, de loin en loin, mène au pire* ».

Lire aussi

Polémique après les propos de Jean-Michel Blanquer sur « l'islamo-gauchisme » à l'université

Comment se saisir de l'islamo-gauchisme, un terme sur lequel personne ne s'accorde, que personne ne revendique et qui, pourtant, a pris une place de choix dans le débat public ? Le vocable est flou : on ne sait si la première moitié renvoie à « islam » ou « islamisme » (raison pour laquelle le philosophe Raphaël Enthoven préfère parler d'« islamismo-gauchisme »), sa deuxième partie achève de le rendre péjoratif. Inflammable, il porte en lui la discorde.

« Culpabilité postcoloniale »

Pour le spécialiste du monde arabo-musulman Gilles Kepel, les islamo-gauchistes sont des « *intellectuels tétanisés par la culpabilité postcoloniale* ». Pour l'historien Jacques Julliard, « *l'islamo-gauchisme s'appuie sur une sorte de haine du christianisme et du catholicisme en particulier, identifiés au colonialisme, à l'Occident, à l'identitarisme, etc.* ». Pour le philosophe et historien Marcel Gauchet, « *une extrême gauche en quête de cause, qui n'a jamais rien compris à ce qu'était la religion et qui ne sait plus grand-chose de son passé matérialiste, a trouvé dans ces musulmans providentiels son prolétariat de substitution* ». Pour l'essayiste Pascal Bruckner, « *toute l'ultra-gauche est fascinée par la puissance éruptive du djihadisme* ».

Dans le petit groupe disparate de ceux qui utilisent volontiers le terme, on trouve, entre Caroline Fourest et Eric Zemmour, Elisabeth Badinter, Pascal Bruckner, Gilles Kepel, Jacques Julliard, Manuel Valls, Zineb El Rhazoui, les membres du Printemps républicain, les hebdomadaires *Marianne*, *Valeurs actuelles*, *Causeur*, ou bien encore Marine Le Pen. Sans oublier le journaliste du *Figaro* Ivan Rioufol. Selon le sociologue Fabrice Dhume-Sonzogni, avant la récente déclaration de Jean-Michel Blanquer, *Le Figaro* représentait près de 50 % des occurrences du terme depuis son apparition en 2003-2004 dans la presse quotidienne nationale ; parmi elles, la moitié était le fait d'Ivan Rioufol. « *Un groupe d'une quinzaine de personnes est responsable de l'essentiel de la circulation de ce mot* », résume-t-il.

Lire aussi

[Islam et laïcité : le schisme de la gauche](#)

Comment cette expression en est-elle arrivée à prendre une telle place dans le débat public, au point de représenter aujourd'hui une ligne de fracture politique transpartisane ? Quelle réalité sous-tendent ceux qui utilisent ce terme que d'autres tiennent pour un vocable paranoïaque quasi complotiste ?

« *Si le terme d'islamo-gauchisme faisait référence aux années 1970-2001, je dirais que oui, c'est vrai, le lien historique entre certaines idéologies de gauche – tiers-mondistes, marxistes, critiques de la société de consommation – et l'islamisme est indéniable*, concède volontiers le sociologue et ancien directeur de l'Observatoire du religieux Raphaël Liogier, pourtant lui-même régulièrement taxé d'islamo-gauchisme. *L'idéologie islamiste s'est construite dès le XIX^e siècle, en partie à travers la critique de l'Occident moderne, puis du consumérisme, puis du colonialisme et, plus largement, de l'inégalité raciale et sociale.* »

Un nouveau ferment révolutionnaire

L'historien Ismaïl Ferhat a étudié les liens entre gauches et islam depuis les années 1960, au moment où « *une partie des gauches va se poser la question de savoir qui est le moteur de la révolution* ». Avec les « trente glorieuses », la classe ouvrière, globalement intégrée à une économie de marché, n'est plus vraiment une classe révolutionnaire. « *Il y a des textes très critiques après 68 sur le thème :*

le monde étudiant a bougé mais pas le prolétariat, qui ne manifeste que pour des augmentations de salaires, des meilleures conditions de travail, mais pas pour renverser le capitalisme », poursuit Ismaïl Ferhat. Dans ce contexte, les travailleurs immigrés, beaucoup d'ouvriers spécialisés qui occupent les emplois les plus difficiles, et dont l'exploitation se double d'une aliénation culturelle, deviennent le nouveau ferment révolutionnaire. La référence à l'islam est implicite : c'est la figure du travailleur, qui permet de relier cette minorité à la théorie marxiste, qui est mise en avant.

Une autre partie de la gauche défend la minorité musulmane sur des fondements culturels plutôt que révolutionnaires. *« L'idée est qu'au-delà des droits civils, politiques, un individu est également porteur d'une culture, et qu'il revient à une démocratie libérale de faire droit à cette revendication, explique le sociologue des laïcités Philippe Portier. A la différence de l'extrême gauche, la gauche présente alors sa position en se situant dans une revendication classique d'extension des droits de l'homme et de l'égalité. »* Dans les années 1980, le Parti socialiste unifié (PSU) est de loin la force de gauche alternative qui va le plus loin dans la prise en compte des revendications culturelles et culturelles dans son programme. *« Ce n'est pas un hasard, note Ismaïl Ferhat, il y a beaucoup de chrétiens de gauche qui sont parfois eux-mêmes en butte à l'antichlérisme du reste du mouvement politique et syndical en France. »* En 1983, la direction du PSU affirme ainsi la nécessité de défendre une *« société multiculturelle »* respectueuse des droits propres aux minorités issues de l'immigration : droit à l'enseignement dans leur langue maternelle, subventions pour des initiatives culturelles et religieuses.

Années 1970, la défense des minorités

« Dans les années 1960, Deleuze, Guattari, Foucault ont influencé un discours sur la déconstruction de la raison des Lumières, présentant l'universalisme comme mutilant, analyse Philippe Portier. Ils appellent à retrouver les singularités, les identités dont les sujets sont porteurs. » La gauche va reprendre ces idées, dans les années 1970, lorsqu'elle va défendre les droits des minorités sexuelles opprimées, les droits des femmes. *« On n'est pas encore dans la perspective de défendre les religions parce que l'enjeu n'est pas là. Mais déjà on fait usage du concept d'identité pour défendre des minorités marginalisées ou discriminées. La matrice est là pour enregistrer, quinze années plus tard, l'enjeu religieux. »*

La fin des années 1970 est marquée par l'irruption de l'islam politique comme acteur majeur sur la scène internationale avec, en 1979, la révolution iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan. « *A l'intersection de l'anti-impérialisme, de l'islam, du droit des femmes et d'un discours se voulant progressiste, ces événements déstabilisent la gauche* », analyse Ismaïl Ferhat. Les années qui suivent voient les droits des femmes régresser en Iran, en Algérie avec le code de la famille de 1984 – qui inclut des éléments de la charia –, en Egypte avec la montée des Frères musulmans. En 1987, le livre de témoignage de Betty Mahmoody, *Jamais sans ma fille*, qui raconte le combat d'une mère américaine pour échapper à sa belle-famille iranienne fanatisée, bouleverse le monde et fait résonner la menace islamiste sur un mode intimiste. Les droits des femmes sont devenus un enjeu de l'équation, posant un dilemme à la gauche.

La fatwa contre Salman Rushdie

Le 14 février 1989, le Guide suprême de la révolution islamique iranienne, l'ayatollah Khomeyni, lance une fatwa (décret religieux) appelant tous les musulmans au meurtre pour blasphème de l'écrivain Salman Rushdie, auteur des *Versets sataniques*. Des associations musulmanes manifestent à Paris pour s'opposer à sa publication. A l'époque, l'immense majorité du spectre politique est en faveur de Salman Rushdie. Les sympathies qu'une partie des gauches françaises avait pu avoir pour la révolution islamique se sont très rapidement effondrées. L'opposition de gauche iranienne s'étant fait massacrer, « *la gauche française a compris que quand les islamistes prennent le pouvoir, c'est rarement au bénéfice des gauches* », résume Ismaïl Ferhat. Mais une fraction de la gauche – le PSU et la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en tête – s'inquiète de la surenchère antimusulmane.

« L'idée est que pour protéger les droits des femmes, il faut réaffirmer le cadre laïque contre l'islam. Vous trouvez là la grammaire du débat qui prévaut depuis une trentaine d'années » Ismaïl Ferhat, historien

En octobre 1989, l'exclusion d'un collège de Creil (Oise) de trois jeunes filles qui

refusaient d'ôter leur voile vire au psychodrame national. La droite, même si, elle aussi, est divisée sur la question, a moins de problèmes de conscience. Dans le camp de l'émancipation et du progressisme, en revanche, l'heure est aux questions existentielles. Faut-il défendre l'islam et ses croyants face aux attaques d'une droite qui gagne inexorablement du terrain ? Ou faut-il craindre pour la République ? Le 2 novembre, dans une lettre ouverte à Lionel Jospin, alors ministre de l'éducation nationale, intitulée « Profs, ne capitulons pas ! », publiée par *Le Nouvel Observateur*, Elisabeth Badinter, Régis Debray, Alain Finkielkraut, Elisabeth de Fontenay et Catherine Kintzler dénoncent un « *Munich de l'école républicaine* ». Ils affirment que « *tolérer le foulard islamique, ce n'est pas accueillir un être libre* ». Le schéma esquissé en 1979 se confirme : « *L'idée est que pour protéger les droits des femmes, il faut réaffirmer le cadre laïque contre l'islam*, résume Ismaïl Ferhat. *Vous trouvez là la grammaire du débat qui prévaut depuis une trentaine d'années.* »

L'affirmation du droit à l'indifférence

Le 4 décembre 1989, le Parti socialiste organise un débat sur le thème « laïcité et droit à la différence ». « *Que la famille laïque s'aventure à discuter des "foulards islamiques" et les assiettes ne tardent pas à voler*, rapporte alors *Le Monde*. *Entre ceux qui militent pour bouter les foulards hors de l'école publique et les partisans du dialogue et de l'acceptation des différences, la conciliation a semblé impossible.* » La féministe Yvette Roudy dénonce la « *machination* » des intégristes, Arezki Dahmani, président de l'association France Plus – association laïque (liquidée en 1997) qui prône l'effacement des particularismes culturels –, « *les ravages de l'antiracisme* » conçu comme la défense du « *droit à la différence* ». D'autres, comme Jack Lang ou Lionel Jospin, estiment qu'il faut avoir vis-à-vis de ces revendications une position libérale. Claude Allègre qualifie le débat sur le foulard de « *tragique pour l'unité de la gauche* ». En effet.

En 1994, à l'occasion d'une autre affaire de voile, *Le Monde* écrit, le 13 octobre, que « *le "droit à la différence", défendu par la majeure partie de la gauche dans les années 1980 au nom de l'égalité, avait servi d'argument favorable aux foulards. Mais il a été récupéré par l'extrême droite qui a fait de l'irréductibilité des différences un argument en faveur de l'exclusion [des jeunes filles]* » .

Lire aussi

De 1989 à 1994, cinq ans de polémique sur le port du foulard islamique

Entre-temps, l'idée du « droit à l'indifférence », voire « à la ressemblance », s'affirme toujours dans une gauche qui, selon les mots du premier ministre Michel Rocard, voyait la France comme une « *société homogène* » et non comme une « *juxtaposition de communautés* ». On assiste à une montée de l'exigence de conformité dans le processus d'intégration, qui se pense désormais en termes de « valeurs », auxquelles on demande une adhésion de plus en plus intime. « *Dès lors que les valeurs prennent une importance accrue dans le jugement, analyse le sociologue Vincent Tiberj, l'islam va devenir suspect par son caractère réputé conservateur, notamment en matière de mœurs et de conduites sexuelles* », y compris pour la gauche.

« La cause palestinienne a été un amplificateur très fort du lien entre idéologies de gauche et islamisme », Raphaël Liogier, sociologue

Une partie de la gauche radicale fait un autre chemin. En 1994, le journaliste britannique Chris Harman, membre du comité central du Socialist Workers Party, a théorisé, dans un article appelé « Le Prophète et le prolétariat », « *la nécessité d'une alliance stratégique avec les islamistes* ». « *Par le passé, écrit-il, la gauche a fait l'erreur de considérer les islamistes comme des fascistes, avec lesquels nous n'avons rien en commun.* » Or, l'islamisme, ajoute-t-il, « *a émergé dans les sociétés traumatisées par l'impact du capitalisme* ». Il est donc stratégiquement utile et possible d'aller convertir ces jeunes à une approche différente, c'est-à-dire « *socialiste, indépendante et révolutionnaire* ». S'il n'utilise pas le terme d'islamo-gauchisme, l'idée d'une alliance de raison face à un ennemi commun – capitaliste, sioniste, américain – est ici clairement énoncée. En France, le texte a été reproduit dans un ouvrage, *Islamisme et Révolution*, par le petit groupe Socialisme par en bas (SPEB), qui rejoindra bientôt la LCR.

Lire aussi

[La gauche et l'islamisme : retour sur un péché d'orgueil](#)

L'idée de possible coopération entre mouvements sociaux et religieux se développe avec la deuxième Intifada, qui intervient en 2000. « *La cause palestinienne a été un amplificateur très fort du lien entre idéologies de gauche et islamisme* », note Raphaël Liogier. En 2001, José Bové se rend en Cisjordanie. L'idée de lier la lutte palestinienne à la bataille contre la « mondialisation néolibérale » prend corps. Lors du premier Forum social européen (FSE), à Florence en 2002, « *ces groupes ont fait leur entrée dans la galaxie de l'altermondialisme* », écrit le professeur de science politique Timothy Peace dans la revue *Cultures & Conflits* (2008). « *L'influence du nouveau contexte politique post-11-Septembre sur l'altermondialisme se faisait alors largement sentir, à tel point que l'opposition à la "guerre contre le terrorisme" et au développement des mesures de sécurité est devenue un des enjeux centraux pour le mouvement.* » Le thème de l'islamophobie s'impose. Au Forum social de Paris-Saint-Denis, en 2003, est invité le théologien musulman Tariq Ramadan, dans ce qui constitue l'un des éléments-clés du dossier « islamogauchiste ». Il est réinvité à l'édition suivante, à Londres. Le journal satirique *Charlie Hebdo* titre : « FSE : un autre jihad est possible ».

La dimension sécuritaire

En 2004, les socialistes votent en masse pour la loi contre le port de signes religieux à l'école, pratiquement adoptée à l'unanimité. Les années du droit à la différence ont laissé place à une inquiétude qui pousse même le camp de la liberté à porter l'interdiction. De plus en plus, « *il est permis d'interdire* », comme l'écrivaient les auteurs de la lettre de 1989 contre le voile à l'école. C'est à cette occasion que le terme d'isla-mo-gauchisme commence à apparaître dans la presse. « *Il va jouer une fonction de structuration du champ du débat en le polarisant – pour ou contre – et disqualifier ceux qui sont contre la loi sur le voile, en les assimilant à l'islamisme*, analyse Fabrice Dhume-Sonzogni. *C'est un discours qui revient à dire que la gauche trahit la nation.* »

Avec le terrorisme, la question des valeurs se double d'une dimension sécuritaire. Le choc du 21 avril 2002, qui a vu arriver Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle, a marqué une nouvelle période dans la problématisation de la question de l'islam en France. « *Puisque le "vote FN"*

serait la traduction électorale de la "xénophobie populaire", les succès électoraux des autres partis dépendraient de leur capacité à séduire l'"électorat frontiste" », écrivent les chercheurs Julien Beaugé et Abdellali Hajjat dans la revue Sociologie (2014). C'est une « vision politico-médiatique de l'islam » qui l'emporte, « au détriment des sciences sociales, dont on conteste la prétention à décrire la réalité ».

Avec les attentats de 2015, les positions de ceux qui ne seraient pas assez clairement « Charlie » viennent alimenter les réquisitoires contre l'islamo-gauchisme. Le dossier et ses quelques feuilles volantes qui commençaient à jaunir est augmenté des accusations en « ambiguïtés » : ambiguës, les dénonciations pas assez fermes des attentats, les tentatives de relativisation, les peines exprimées pas assez fort. Plus qu'ambiguë, la marche du 10 novembre 2019 organisée par le Collectif contre l'islamophobie en France, ses « Allahou Akbar » et ses étoiles jaunes en signe de soutien bien grossier, qui entraînent tout le monde par le fond, à commencer par les membres des partis de gauche présents dans la manifestation.

L'université, accusée d'être juge et partie

Mais l'islamo-gauchisme est-il une mouvance ? A-t-il des penseurs ? Des adeptes ? Et si oui, favorise-t-il la radicalisation ? Produit-il mécaniquement du terrorisme ? Manuel Valls devient l'incarnation d'une gauche sécuritaire qui en a assez « *des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques* », comme il le déclarait après les attentats de novembre 2015. Ce discours martial, qui prend pour cible une supposée compassion sociologique, préfigure les propos récents de Jean-Michel Blanquer. Cinq ans plus tard, le niveau est monté d'un cran : l'université est cette fois accusée d'être ravagée par l'islamo-gauchisme. Voilà que l'on reproche aux sciences sociales d'être juge et partie, placées dans l'impossibilité d'examiner l'éventualité d'un mouvement islamo-gauchiste. « *Il y*

a une incongruité dans le fait que l'expression se généralise au moment même où plus aucun intellectuel, de gauche ou non, n'est fasciné par l'islamisme », note Raphaël Liogier.

« *Cela fait un certain temps que les partis de gauche ont perdu la connexion avec le milieu universitaire*, explique le sociologue Vincent Tiberj. *Très souvent, c'est l'inquiétude qui a dominé, tant dans les discours politiques que médiatiques, au*

*détriment des travaux de sciences sociales qui dressaient un bilan plus nuancé des phénomènes à l'œuvre dans les sociétés contemporaines. » Une analyse de La Revue des médias de l'INA a montré que l'interview de Jean-Michel Blanquer sur Europe 1, le 22 octobre, a été largement relayée par des internautes habitués à partager également les contenus du site identitaire Fdesouche, de la chaîne CNews ou du magazine *Valeurs actuelles*. Mais les propos du ministre ont aussi résonné chez des universitaires, qui ont abondé dans son sens. « *Les idéologies indigéniste, racialisée et "décoloniale" (transférées des campus nord-américains) y sont bien présentes [dans nos universités], nourrissant une haine des "Blancs" et de la France ; et un militantisme parfois violent s'en prend à ceux qui osent encore braver la doxa anti-occidentale et le prêchi-prêcha multiculturaliste* », pouvait-on lire dans le « manifeste des 100 », tribune parue dans *Le Monde* le 31 octobre, signée par 253 intellectuels, parmi lesquels Marcel Gauchet, Pierre-André Taguieff ou Catherine Kintzler. Ils appelaient leur ministre de tutelle à « *mettre en place des mesures de détection des dérives islamistes* » à l'université.*

« La recherche en sciences sociales sur des questions d'immigration, d'intégration, de multiculturalisme, se retrouve traitée comme un camp politique qui aurait un agenda caché » Vincent Tiberj, sociologue

« En quoi cela apporterait le moindre avantage à une vraie politique de sécurité censée prévenir les attentats ?, fait mine de se demander Raphaël Liogier. Faisons l'hypothèse qu'Eric Fassin, moi, et d'autres, serions toute une clique d'islamo-gauchistes fascinés par l'idéologie islamiste. Quand on regarde le profil des auteurs des attentats, qu'aurions-nous à voir avec eux ? »

C'est que « *le poisson pourrit par la tête* », disait Jean-Michel Blanquer, toujours sur Europe 1 le 22 octobre. Il y aurait « *des courants islamo-gauchistes très puissants dans les secteurs de l'enseignement supérieur qui commettent des dégâts sur les esprits. Et cela conduit à certains problèmes, que vous êtes en train de constater* ».

Lire aussi

« La théorie décoloniale ne constitue pas un repaire d'islamo-gauchistes »

« *La recherche en sciences sociales sur des questions d'immigration, d'intégration, de multiculturalisme, se retrouve non plus traitée comme une science, mais comme un camp politique qui aurait un agenda caché, une volonté de peser politiquement, s'indigne Vincent Tiberj. Il se trouve que quand on analyse quantitativement et qualitativement le processus d'intégration dans la société française, il fonctionne plutôt bien. Est-ce que ne pas faire un constat alarmiste sur les musulmans, c'est être islamo-gauchiste ? Tout cela raconte aussi l'éloignement progressif d'une élite politique du milieu universitaire de la recherche telle qu'elle se fait.* »

Cacher « l'envers du décor »

Rose-Marie Lagrave, sociologue et directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), arrive autrement à la même conclusion : le politique cherche à délégitimer les sciences sociales parce qu'elles « remplissent pleinement leur fonction critique d'une société dont certains représentants politiques voudraient cacher l'envers du décor : la pauvreté, le racisme, le sexisme, les inégalités sociales face à l'école, l'habitat, l'emploi et la culture », déclarait-elle au Monde, le 2 décembre.

Lire aussi

Les sciences sociales contre la République ?

Pour l'historien Nedjib Sidi Moussa, auteur de *La Fabrique du musulman. Essai sur la professionnalisation et la racialisation de la question sociale* (Libertalia, 2017), lui-même familier des milieux militants d'extrême gauche, le « manifeste des 100 » est maladroit. D'abord parce qu'il en appelle au gouvernement, « *qui à mon sens est coupable d'aggraver la confusion et la détérioration du service public* », dit-il. Maladroit aussi par ses outrances : « *Qu'Houria Bouteldja [porte-parole du Parti des indigènes de la République] dise que ses écrits rayonnent à l'université n'en fait pas une vérité. Ses idées ne représentent en rien la tendance majoritaire.* » De fait, le site réalisé par les « 100 » liste des « *exemples de dérives* » qui peinent à dresser le tableau d'un véritable « *ravage* » islamogauchiste. « *Ce sont plutôt les analyses se réclamant de l'intersectionnalité qui*

sont devenues courantes, concède l'historien. Mais il faut avoir un débat serein, et ne pas confondre intersectionnalité [qui désigne le cumul de plusieurs discriminations], indigénisme et islamisme. »

Lire aussi

Marilyn Maeso : « Le souci de croiser les discriminations se paie parfois par une sélectivité dans le choix des luttes »

« Je suis un quantitativiste, dit ainsi Vincent Tiberj. Pour moi, l'intersectionnalité, ça s'appelle les effets d'interaction. C'est une méthode qui consiste à observer les inégalités les unes à côté des autres et voir comment elles se conjuguent, s'annulent, se multiplient. » Le langage de l'intersectionnalité est partagé par la recherche *« avec le milieu militant à gauche, et associé à des pratiques qui peuvent poser problème, la non-mixité, les discours sur le privilège blanc, constate Nedjib Sidi Moussa. Face à cela, on a un bloc qui critique à la fois la théorie et le militantisme de gauche, qui mélange tout, et vise souvent à côté. Blanquer n'y connaît rien. Il y a un “à peu prisme” sidérant dans tous ces débats. Y compris chez ceux qui pensent être dans le camp du bien, où l'on explique toujours l'intersectionnalité par “la femme de ménage noire” ».*

Il rapporte la frustration des militants de gauche, pris entre de fausses alternatives. Celle d'universitaires agacés de voir des personnalités – *« Virginie Despentes, Boualem Sansal, Kamel Daoud, Houria Bouteldja »* – occuper l'espace et des intellectuels médiatiques brouiller les frontières de l'opinion et de la recherche. *« Tout le monde a le droit de s'exprimer. Mais il y a quelque chose à creuser : qui fait autorité ? Comment on argumente ? »*, demande-t-il. Restent les intuitions, les opinions, les peurs. Et une pathologie politique dont on ne saurait comment guérir, faute de pouvoir la diagnostiquer.

Valentine Faure